

APPEL À UNE ASSEMBLÉE, PLACE DU CAPITOLE LE SAMEDI 8 JANVIER, 15 HEURES

- Pour affirmer qu'une vie égale une vie, que les droits doivent être pour tous, que chacun doit être respecté, pris en compte !
- Pour affirmer que le pays, c'est nous tous, ce n'est pas que la police et les puissants !
- Pour s'opposer aux lois et mesures d'exception, de persécution, de déni de droits !

1) Le 30 juillet à Grenoble, Sarkozy prononce un discours. À partir d'un fait divers, il s'en prend, entre autres, aux ouvriers étrangers, à leurs enfants, à leurs lieux de vie, à leur droits. Il attaque les Roms et les Gitans, il attaque les sans-papiers, il attaque les pauvres et les gens qui ont des problèmes. Il crée une nouvelle catégorie juridique : « les français d'origine étrangère » ; il prévoit 3 ou 4 nouvelles lois. Il attaque les jeunes en difficulté dans le système scolaire, il attaque leurs parents. **Il se positionne en chef de guerre.** Et pour assurer tout cela, il explique que « la police a le sens de l'État », que la police représente la France, que la police c'est la France. Dans tout ce discours, il ne dit rien de ce qui arrive réellement aux gens, ce à quoi beaucoup sont confrontés : le chômage, le non-respect de la vie de ceux qui ont travaillé ou travaillent durement, les questions de l'avenir des jeunes, du logement, de l'école, des soins pour tous. . .

Les effets de ce discours ne tardent pas à se faire sentir :

- Des centaines de Roms sont traités comme des sous-hommes : leurs logements de fortune sont détruits, ils sont expulsés ;
- La police et la gendarmerie sont utilisées comme une force de guerre : à Lyon par exemple, pendant des manifs sur les retraites, des gens ont été gazés et matraqués sans aucune raison.
- Les policiers ne cherchent plus à maîtriser et arrêter, ils frappent de suite, gazent, tirent : le 29 novembre, un homme, ouvrier sans-papier, tente de fuir la police car il ne veut pas être expulsé et voir sa vie de travail réduite à zéro : **il est gazé, tazérisé et meurt asphyxié.** D'autres personnes sont tuées (Marseille) ou blessées. À chaque fois, le gouvernement, par la voix d'Hortefeux soutient et défend les policiers. Une grande partie de la presse et de la gauche en fait autant.
- Le 10 décembre, des policiers sont condamnés pour des faux témoignages qui auraient pu envoyer un innocent en prison à perpétuité. Ils ont menti pour protéger d'autres policiers qui avaient provoqué un accident et blessé l'un d'eux. À l'annonce du verdict, **200 policiers en uniforme et en armes manifestent devant le palais de justice** de Bobigny, contre cette décision. Hortefeux les soutient. Depuis quand des policiers en *uniformes et en armes* sont autorisés à manifester et sont soutenus par le gouvernement ? **Cela s'appelle en principe un COUP DE FORCE.**
- La loi LOPPSI qui passe au Parlement en ce moment, autorise, sur simple décision Préfectorale (donc de police), la destruction de logements sous prétexte d'insalubrité, sans aucune décision de justice.

2) Qu'est-ce qui permet ce déferlement de violence de la part de l'État ? **Au cœur de tout cela, il y a la question du droit et de la justice.** En France, depuis plusieurs années, des lois sont mises en place qui peu à peu mettent des gens hors du droit général, allant jusqu'à leur enlever tout statut juridique. La plus terrible d'entre elles, c'est la loi CESEDA contre les gens qui ne sont pas de nationalité française, et en particulier les ouvriers sans-papiers et leurs familles. Même s'ils vivent ici depuis longtemps, travaillent, paient leurs impôts, **cette loi les met hors du droit général.**

Dans le cas de Mamadou Marega, celui que la police et la presse ont appelé pendant plusieurs jours « *le Malien* », la loi lui avait enlevé toute existence juridique : le seul statut qui lui était reconnu était un statut administratif et policier : celui d'expulsable. Il n'a pas eu de nom pendant plusieurs jours car légalement, pour beaucoup, il n'existait plus. Sa mort ou plutôt son meurtre, justifié par le gouvernement, vient confirmer cette atrocité : il n'existait déjà plus aux yeux des policiers venus l'arrêter, et aux yeux d'Hortefeux qui justifie sa mort. Si on accepte que la loi raye l'existence juridique d'une personne, on permet que la police raye sa vie.

3) **On voit bien qu'on ne peut pas réduire ce déferlement de violence à simplement un racisme et une xénophobie d'État comme certains le proposent.** Bien sûr, il y a de nombreux personnages de l'État (au gouvernement et dans les différents partis) qui sont racistes et qui ne s'en cachent plus. Mais dans la situation actuelle, peut-on se satisfaire de remettre ces questions dans les mains de politiciens qui ne seraient « ni racistes, ni xénophobes », mais qui soutiennent pleinement les lois d'exception, les lois dites « sécuritaires » et « identitaires » ? Et sur de telles questions qui engagent la vie et l'avenir du pays peut-on s'en remettre à quelqu'un d'autre qu'à soi-même, et à ses propres convictions et principes ?

4) **Les lois doivent partir de ce qui est, de la vie réelle, de ce que les gens sont vraiment** et non inventer des situations d'exception telles qu'on nous le propose depuis plusieurs années : il n'y a aucune situation exceptionnelle aujourd'hui en France au nom de quoi nous devrions accepter des lois contre les gens, contre le droit des gens, contre l'égalité ! **Ce sont les partis et les politiciens qui créent cette situation de guerre et de tension** : la religion, la nationalité, l'origine, les façons de vivre... rien de tout cela ne justifie la nécessité d'une guerre ! Tout cela, c'est au contraire la vie, telle quelle est, telle qu'elle se déroule depuis toujours. L'exception, c'est la guerre, la misère, les tensions, la vie dure et impossible.

À nous, à chacun de ceux qui le veulent, de prendre position pour que personne ne soit sorti du droit commun. **Toute personne qui vit ici**, quelque soit sa situation administrative, médicale, financière, familiale, qu'elle travaille ou soit au chômage, qu'elle soit française ou d'autre nationalité, doit être reconnue, prise en compte. **Toute personne qui vit ici, parmi nous, doit être comptée juridiquement**, bénéficier d'un statut juridique qui lui permet une vie paisible, sans persécution.

5) **Les paroles comptent, ont des effets.** Pas seulement la parole des politiques, du Président, des chefs de partis... Notre parole à chacun d'entre nous compte aussi. Si nous ne voulons pas du pays que l'État et ses partis met en place, c'est à chacun d'entre nous d'affirmer, de manifester, de faire vivre nos principes et nos convictions, d'en débattre, de les confronter aux situations réelles pour avancer ensemble.

Nous avons décidé de nous réunir publiquement et régulièrement, pour manifester par notre présence, par nos prises de parole, par nos discussions, par nos affirmations :

- **que nous voulons la paix, le respect de chacun, les mêmes droits pour tous ;**
- **que la police et la gendarmerie ne sont pas la France, ne la représentent pas, qu'elles doivent être au service des gens et non contre eux, et non au service exclusif du gouvernement et de ses amis ;**
- **que c'est aux gens eux-mêmes à dire et faire ce qu'ils pensent et veulent pour tous ;**
- **que c'est possible, puisqu'on le fait.**

**PARTICIPEZ A L'ASSEMBLÉE DU 8 JANVIER, 15 HEURES, AU CAPITOLE.
RENDEZ-VOUS LE VENDREDI 7 JANVIER À 10 HEURES, MARCHÉ DE LA
FAOURETTE (MÉTRO BAGATELLE) POUR Y APPELER.**

**∞ LE RASSEMBLEMENT DU PAYS POUR TOUS ∞
TOULOUSE, LE 15/12/2010**